

Personnes salariées d'origine étrangère

Intersections entre le droit du travail et des migrations

Congrès ISLSSL du 29 mars 2022

„Relations de travail transfrontalières“

Dr. iur. Cornelia Junghanss

Table des matières

- Introduction
- Législation applicable
- Intersections:
 - Égalité de traitement au travail
 - Emploi salarié sans permis de travail
- Conclusion

Droit du travail et droit des migrations

Un angle d'approche, qui englobe les deux domaines du droit, permet de considérer le côté de l'offre de travail, qui contient l'immigration. Par conséquent, des considérations relatives à la réglementation du marché du travail peuvent être incluses dans l'analyse.

Acteurs et leur intérêts:

- états
- employeurs
- travailleurs migrants

Intersections

L'accès au marché du travail

- Conditions d'admission
- Protection du marché du travail

Droits des travailleurs migrants

- Droits dans la relation de travail
 - Égalité de traitement et droits de travailleurs migrants employés irrégulièrement
- Mobilité professionnelle
- Droits au séjour

Législation applicable

En droit suisse:

- Droit du travail: droit des obligations et règles en matière de santé et de sécurité au travail
- Droits des migrations:
 - Accord de libre circulation et Accord AELE
 - Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration

Distinction selon la nationalité

- Distinction entre ressortissants de pays tiers et ressortissants de l'UE/AELE

Égalité de traitement au travail

Protection des travailleurs étrangers contre l'exploitation financière et des travailleurs domestiques contre le dumping salarial et social

→ Égalité de traitement

Égalité de traitement au travail

RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS

Art. 22 LEI

Contrôle gouvernemental préalable

Ne couvre pas toutes les relations de travail des ressortissants de pays tiers

RESSORTISSANTS DE L'UE

Art. 9 annexe I ALCP

Responsabilité privée

Protection juridique relève de la responsabilité des travailleurs migrants

→ même objective, méthode différente

Emploi salarié sans permis de travail

Travail au noir:

- Expose les travailleurs irréguliers au risque d'exploitation par le biais de bas salaires et de mauvaises conditions de travail
- Compromet le standard sur l'ensemble du marché du travail

Emploi salarié sans permis de travail

Possibilités du droit du travail pour lutter contre le travail au noir?

- Validité du contrat de travail indépendamment de l'existence d'un permis de travail (ATF 114 II 279; ATF 122 III 110; ATF 137 IV 305)

En l'absence de permis de travail:

- Avant de commencer à travailler: le contrat de travail est réputé licencié dès le premier jour; droit au salaire pendant le délai de préavis ordinaire
- Après le début de travail: mêmes droits et obligations, en particulier droit au salaire conformément à l'art. 22 LEI

Difficultés à faire valoir les droits contractuels en raison des (possibles) obligations d'information (art. 97 al. 3 let. b LEI et art. 82 OASA)

Conclusion

- Droit du travail et des migration: Considération du côté de l'offre de travail
- Égalité de traitement: atteinte à la liberté contractuelle, protection des travailleurs étrangers et domestiques
- Emploi irrégulier: droit aux conditions de rémunération et de travail égaux, réduction du travail au noir

Merci
